



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

B.P. 257 - Basse-Terre
0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net - secrétariatfsas@gmx.com
www.veyatifascgtg.org



Quand les nègres auront faim...

Quand les nègres auront faim, ils reprendront le travail ! Cette déclaration raciste, et digne d'une mentalité patronale d'une époque que l'on pensait révolue semble encore d'actualité quand on regarde la posture des dirigeants d'EDF Guadeloupe, se planquant derrière des ajouts de sigles secondaires qui permettent le gain tout en trompant la population sur qui est qui. Ainsi, nos camarades de la F.E.-CGTG d'EDF-PEI (Production d'Energies Insulaires) sont en grève depuis Décembre 2022 pour simplement l'application du code de travail mais ont droit à une fin de non-recevoir, voire même à un pourrissement organisé par leur Direction soutenue, en cela, par E.D.F.-S.E.I. (Système Energétiques Insulaires) qui, comme par hasard, fait une sortie tonitruante concomitamment à une prétendue organisation très confidentielle de personnes "excédées" par les délestages organisés par... EDF-S.E.I.. Le clivage de la population est leur botte secrète et les soignants l'ont vécu !

On se croirait en 1967 à entendre les arguments de la Direction d'EDF-S.E.I., dans le même fil d'idée des Macron, Veran, Denux et autres Cotellon quand il leur a fallu imposer leur liquide de perlimpinpin sans aucun fondement scientifique aux soignants et accompagnants médicosociaux... **C'était çà où la porte ! Une rigidité, irrationnelle et tyrannique, qui repose sur la prétention d'une aristocratie technocratique et financière qui croit avoir la science infuse et s'autorise tout comme par droit divin.**

Nos camarades de la Fédération de l'Energie sont en grève depuis le mois de Décembre 2022 et ont fait montre de très grandes intelligence et solidarité en laissant les Guadeloupéens passer les fêtes de fin d'année dans des conditions lumineuses. Ils ont, aussi, fait preuve de grande patience et de maîtrise face à l'arrogance d'une Direction qui "exige" l'arrêt de la grève pour poursuivre "le dialogue social"... Et pourquoi pas déconstitutionnaliser le Droit de grève ? Mais c'est bien là que tout syndicaliste qui se respecte doit constater **l'escroquerie de ce fameux "dialogue social" qui n'est qu'un élément de langage du capitalisme pour ne jamais négocier et imposer son point de vue.**

De même que les soignants ont bataillé en Juillet-Août 2019 pour avoir l'essentiel pour soigner les patients, les travailleurs de l'énergie demandent l'essentiel de leurs droits : **l'application du code du travail... Pa plis ki sa !** Pourtant, cela paraît être insurmontable si ce n'est déraisonnable aux yeux de certains. Si les soignants avaient été entendus en 2019, nous serions dans une bien meilleur posture en 2020 face à la pandémie. **Si les travailleurs de l'énergie ne sont pas entendus, comment serons-nous face à la crise de l'énergie qui s'installe depuis les décisions imbéciles de nos dirigeants contre la Russie ?** Mis à part la problématique salariale, il y a celle des conditions de travail et non des moindres... Les conséquences sont visibles et beaucoup en souffrent dans leur chair !

Mais comment les travailleurs en sont-ils arrivés à devoir se battre à nouveau pour ce que les anciens avaient déjà obtenu depuis tantôt ? Il faut se pencher sur les années 1990, suite à la dite chute du mur de Berlin, où tout ce qui relevait du "social" étaient théorisé comme étant trop "couteux" pour la société, un comble ! Selon nos théoriciens de l'époque, il fallait combattre l'intervention et la régulation de l'Etat, laisser la libre entreprise et privatiser tout ce qui pouvait être source de bénéfice permettre à une certaine "main invisible" de réguler les marchés comme une grande.

Trois décennies plus-tard, E.D.F. a été morcelée (En outre-mer : P.E.I., S.E.I. et consort...) mais les conditions de travail se sont empirées alors que les bénéfices sont mirobolants sur le dos de l'argent public. Dans la santé, les activités les plus rentables ont été refilees au privé tout en obligeant le public à fonctionner comme le privé... **bon prétexte pour affirmer qu'il y a trop de soignants fonctionnaires puisque les recettes ne suivent pas.** Quant au médicosocial et au social, on leur exige aussi un fonctionnement de manufacturiers oubliant, sciemment, qu'ils interviennent sur de l'humain et non sur du matériel.

Il en est de même pour la prétendue réforme du système des retraites, grand rêve du capital qui ne supporte pas de voir autant d'argent "dormir" dans une caisse destinée aux laborieux que nous sommes, où il est facile de constater la mauvaise foi des réformateurs. **Tout comme ils sont incapables de démontrer pourquoi ils ont fait le choix de la gestion criminelle de la pandémie que nous avons connu, ils s'entêtent à balayer même l'avis du Comité d'Orientation des Retraites (C.O.R.).** Rien ne justifie cette "réforme" mais il faut la faire... Ce sont eux les "sachants" !

Lors de la grève des ouvriers du bâtiment, en Mai 1967, il semble bien que ce sont les propos d'un éminent membre du camp patronal qui mit le feu au poudre. Le fameux "*Quand les nègres auront faim, ils reprendront le travail*" arrivait juste après Mars de la même année où un autre patron avait demandé à son chien de "dire bonjour" à un cordonnier de rue, noir et infirme de surcroît, à Basse-Terre. Cette posture est le fruit d'un contexte où ces individus se sentent autorisés parce que soutenus par un système. **Dans le cas du conflit à EDF-PEI, comment expliquer l'incapacité des pouvoirs publics à contraindre la partie patronale alors qu'elle est fautive ?**

Pour sortir de l'impasse qu'ils ont créé, une tentative de diviser la population est organisée par presses interposées. Le *Répondeur* est même mis à profit pour sélectionner des colères, compréhensibles, mais qui montrent bien que certains usagers ne sont pas au courant de qui produit et qui distribue le courant. Ce ne sont pas les grévistes (E.D.F.-P.E.I.) qui "prennent en otage" la population mais le distributeur (E.D.F.- S.E.I.) qui sélectionne ses zones et durées de délestage. Nos camarades grévistes ne sont pas des preneurs d'otages mais des professionnels responsables qui refusent de courber l'échine devant l'inadmissible. De même que les soignants suspendus ne sont pas des anti-vax mais des professionnels responsables qui refusent de courber l'échine devant l'inacceptable.

Le problème, de nos jours, est que les nègres - qu'ils soient dans l'énergie ou la santé - ont toujours faim... mais de vivre, de justice, de santé, d'éducation pour leurs enfants, de l'essentiel, n'en déplaie aux "entrepreneurs" et autres "investisseurs" qui craignent de perdre l'argent du carnaval sans donner un sou aux carnavaliers.

La FSAS soutient sans réserve les camarades de la F.E.-C.G.T.G. et exige que la Direction d'E.D.F.- P.E.I. revienne à la table de négociation pour entendre leurs justes revendications. Energie et Santé... Même combat !

La FSAS-CGTG maintient ses revendications pour une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par :

- **L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).**
- **Le paiement des arriérés des ces professionnels qui n'ont aucunement fauté.**
- **La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.**
- **La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.**
- **L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.**
- **L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.**
- **L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.**
- **La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.**
- **La sanctuarisation le nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.**
- **Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télé-médecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.**
- **Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.**
- **La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.**
- **L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.**
- **Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.**
- **Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.**

Basse-Terre, le 10 Février 2022.

